

Front national, chiffres irréels et réelle menace

LE MONDE

Samedi 14 janvier 2012

A cent jours du premier tour de l'élection présidentielle, la présidente du Front national constitue une menace très sérieuse, pour la droite comme pour la gauche, pour Nicolas Sarkozy comme pour François Hollande. Et, au bout du compte, pour la France.

Tous les indicateurs le démontrent : depuis qu'elle a pris la succession de son père, il y a un an, Marine Le Pen a permis au parti d'extrême droite de changer d'allure et de stature.

L'enquête de la Sofres que nous venons de publier témoigne que, depuis un quart de siècle, l'adhésion aux idées du FN n'a jamais été aussi élevée (31 %) dans l'opinion publique et que, à l'inverse, le rejet catégorique de ces idées n'a jamais été aussi faible (35 %). Quant aux intentions de vote en faveur de la candidate du FN,

après avoir plafonné durant l'automne 2011, elles semblent à nouveau progresser et flirter avec la barre des 20 %, voire la dépasser.

Al'évidence, sans rien abandonner du cœur de son projet – rétrograde, nationaliste et xénophobe –, M^{me} Le Pen a réussi à dépoussiérer les vieilles rhétoriques dont son père avait usé et abusé. Elle poursuit avec énergie l'ambition de faire du FN un parti populaire et populiste, comme il en prospère dans nombre de pays euro-

Editorial

péens. Elle entend sortir de la seule posture protestataire et incarner un mouvement capable d'offrir aux Français une véritable alternative politique et décidé à accéder, un jour, au pouvoir.

Pour le démontrer, elle vient de

rendre public le chiffrage financier de son projet et, en particulier, de ses deux mesures phares : la sortie de l'euro (et, en réalité, de l'Union européenne) et la suppression de toute immigration en France.

Ses adversaires auraient bien tort, cependant, de se gausser trop vite de l'avalanche de chiffres fantaisistes ou imaginaires qu'elle a présentés et de ses jongleries plus qu'approximatives avec les milliards d'euros. Leur devoir est double, au contraire : non seulement procéder au démontage précis et pédagogique de cet échafaudage irréel, mais aussi lui opposer de manière sérieuse leurs propres solutions à la crise.

Car M^{me} Le Pen ne progresse, et ne continuera à le faire, que parce que ni le président sortant ni son concurrent socialiste ne parviennent, à ce jour, à convaincre les

Français qu'ils sont porteurs d'un projet d'avenir. Tant le Front national se nourrit des faiblesses, des impuissances ou des abandons de la gauche dans les années 1990, de la droite depuis dix ans.

De même, les uns et les autres auraient tort de rêver, secrètement, que la menace Le Pen soit levée par l'impossibilité où se trouverait la candidate du FN de réunir les 500 parrainages nécessaires pour concourir. Si Marine Le Pen peine à réunir ces signatures, elle le doit d'abord à elle-même, à l'image et à l'histoire de son mouvement, à la gêne qu'il continue à inspirer à de très nombreux élus locaux. Mais si elle se retrouvait empêchée de se présenter, nul doute que la défiance des Français à l'égard de notre système politique en serait redoutablement renforcée. ■

Les recettes du FN pour financer son programme

Le parti d'extrême droite détaille les économies qu'il escompte d'un bouleversement de la politique de la France

Marine Le Pen veut « trancher le nœud gordien de la rigueur ». La candidate du Front national a présenté, jeudi 12 janvier, le chiffrage de son projet et son plan de désendettement de la France. Flanquée de Thibault de la Tocnaye, de Jean-Richard Sulzer et de Florian Philippot, qui ont contribué à ce travail, M^{me} Le Pen a égrené, pendant près d'une heure et demie, des mesures qui, selon elle, permettraient de présenter un budget à l'équilibre en 2018.

Atteindre cet objectif passerait par la « monétisation de la dette » et par les économies qu'entraîneraient, selon le FN, les décisions que propose le parti : sortir de l'euro et de l'Union européenne, pratiquer le protectionnisme, mettre fin à l'immigration. Voici le détail de ces mesures et des effets bénéfiques qu'elles auraient sur les finances publiques de la France, selon le parti d'extrême droite. La somme de ces gains est calculée par le FN sur cinq ans.

Immigration : 40,8 milliards

Chapitre fondamental de la politique proposée par M^{me} Le Pen, les mesures relatives aux étrangers résidant en France et à l'immigration sont les suivantes : « Réduction en cinq ans de l'immigration légale de 200 000 entrées par an à 10 000 entrées par an », arrêt total de l'immigration clandestine, rétablissement de la double peine, suppression du regroupement familial. Ces mesures s'accompagneraient de la suppression d'une série d'aides – personnes âgées, aide médicale d'Etat –, de la restriction des allocations familiales aux seules familles dont un parent au moins est français ou européen et de dispositions diverses, le tout produisant, selon les calculs du FN,



Marine Le Pen a présenté, jeudi 12 janvier au siège du FN, à Nanterre, le chiffrage de son projet présidentiel. JOEL SAGET/AFP

des économies de plus de 22 milliards d'euros en cinq ans, soit plus de la moitié des gains attribués à cette nouvelle politique.

La « priorité nationale », pierre angulaire du programme – il s'agit de réserver les aides, les emplois et les logements aux Français –, serait aussi une source de gains évalués à 9,25 milliards d'euros en cinq ans. Le renvoi des étrangers dans leur pays au bout d'un an d'inactivité, pour ceux d'entre eux qui sont présents depuis moins de dix ans sur

le territoire, national, rapporterait 4,65 milliards d'euros.

Europe : 11,7 milliards

Pour M^{me} Le Pen et ses conseillers, l'économie obtenue par une « négociation concertée » des traités européens et par une « réduction progressive » de la contribution nette de la France au budget de l'Union européenne jusqu'à zéro serait de 11,7 milliards d'euros en cinq ans. Selon la candi-

date, elle-même députée européenne, la France verse « 20 milliards d'euros par an » à l'Union et elle n'en reçoit que « 13 milliards, PAC [politique agricole commune] comprise », soit une contribution nette de 7 milliards par an.

Euro et protectionnisme : 202,6 milliards

La sortie de l'euro étant la déci-

sion dont elle attend le plus grand bénéfice, M^{me} Le Pen veut montrer qu'elle a tout prévu. La dépréciation du franc, par rapport à l'euro, serait de 9,4%. Le retour au franc devrait coûter 2 milliards d'euros aux finances publiques.

L'abrogation d'une loi de 1973 permettrait à la Banque de France de prêter à l'Etat, ce qui devrait engendrer une économie chiffrée en euros à 45 milliards. L'arrêt des plans de sauvetage des pays en difficulté de la zone euro, comme la

Grèce, entraînerait une économie de 21,3 milliards d'euros.

M^{me} Le Pen envisage de rétablir des « écluses douanières », en limitant et en taxant les importations pour un certain nombre de produits. Les experts du FN estiment que ces mesures pourraient rapporter 3,2 milliards d'euros par an et disent ne pas craindre de mesures de rétorsion contre les exportations françaises.

Le parti de M^{me} Le Pen évoque aussi une « contribution sociale des importations », une taxe de 3% qui frapperait, cette fois de manière uniforme, tous les produits achetés à l'étranger. Le produit de cette taxe, que le Front national estime à pas moins de 74 milliards d'euros en cinq ans, alimenterait un fonds destiné à aider les petites et moyennes entreprises (PME) et à financer une augmentation de 200 euros net pour les petits salaires.

Fiscalité : neutre

Le FN assure qu'il n'augmenterait pas les impôts sur la durée du quinquennat. Il propose plusieurs évolutions, comme la fusion de l'impôt sur les sociétés (IS) et de la contribution économique territoriale (CET, qui a remplacé la taxe professionnelle et finance les collectivités locales), pour créer un impôt unique, partagé ensuite entre l'Etat et les collectivités.

Comme le PS, le FN veut moduler le taux d'impôt sur les sociétés, mais en faveur des petites et moyennes entreprises. Trois taux seraient proposés, de 15%, 25% et 34%, en fonction de la taille de l'entreprise. Celles du CAC 40, qui ne paient en moyenne que 8% d'impôt, seraient plus fortement taxées.

Les gains boursiers les plus importants seraient également taxés, en faveur, là encore, des PME. Le parti souhaite également créer un « fonds de réserve d'urgence » destiné à financer des dépenses exceptionnelles, du type des catastrophes naturelles.

Lutte contre les fraudes : 67 milliards

Marine Le Pen estime pouvoir récupérer pas moins de 67 milliards d'euros sur cinq ans en luttant contre la fraude, l'un des thèmes martelés par le FN.

Le parti d'extrême droite fait une estimation très haute des fraudes sociales, sur lesquelles il compte récupérer pas moins de 25 milliards d'euros en cinq ans. Il escompte 42 milliards d'euros de gains issus de la lutte contre la fraude fiscale. ■

SAMUEL LAURENT ET ABEL MESTRE

M^{me} Le Pen mise sur la précision de son projet pour gagner en crédibilité

POUR surmonter le déficit de crédibilité dont elle pâtit dans la compétition présidentielle, Marine Le Pen et ses proches comptent sur le chiffrage de son programme. La présidente du Front national a donc choisi d'insister, jeudi 12 janvier, sur le sérieux du travail accompli par son équipe d'experts, en l'opposant au flou de ses adversaires.

Dans sa ligne de mire : François Hollande, Nicolas Sarkozy et François Bayrou. « Quand les autres alignent les slogans publicitaires aussi vides que creux, je propose un cap et j'explique comment je vais y arriver », a notamment déclaré M^{me} Le Pen lors de sa conférence de presse. Il faut dire que jamais le FN n'avait fourni de travail aussi

poussé et aussi détaillé. Par ailleurs, à ce jour, M^{me} Le Pen est la seule candidate à avoir chiffré elle-même, en détail, l'ensemble de ses propositions.

Lors de sa présentation d'une heure et demie, M^{me} Le Pen a donc tenu à faire sérieux. Son exposé, ainsi que ceux de Thibault de La Tocnaye et de Jean-Richard Sulzer, tous deux chargés de parler des aspects techniques du chiffrage, ont pris un air de cours magistral d'économie.

M^{me} Le Pen n'a pas hésité à utiliser des mots savants, déconcertant une partie des journalistes présents. « En termes macroéconomiques, si l'on fait une analyse globale de la cinématique de cette hémorragie budgétaire permanen-

te, on peut anticiper que leur déficit zéro devrait être atteint en 2025 (...) et que, parallèlement, leur dette va, par l'effet d'anatocisme des intérêts – c'est l'inertie des besoins d'emprunts ou communément l'effet boule de neige –, continuer de s'accroître dangereusement », a-t-elle notamment déclaré.

Passer le cap des 20 %

Ses conseillers en sont sûrs, le deuxième souffle de la campagne de M^{me} Le Pen sera la confrontation des projets, qui permettrait à la candidate de passer le cap des 20% des intentions de vote et de devenir capable de se qualifier pour le second tour.

Les derniers sondages, publiés vendredi, semblent donner rai-

son à cette théorie. Dans un sondage Ifop-Fiducial, M^{me} Le Pen arriverait, certes, toujours en troisième position, mais à 21,5% des intentions de vote. Dans une étude de CSA, elle est à 19% (+3 points).

L'heure est donc aux propositions concrètes. La candidate a repris sa proposition d'augmenter de 200 euros net les salaires inférieurs à 1,4 fois le smic (soit 1500 euros net par mois), grâce à une exonération de cotisations sociales du même montant, prise en charge par l'Etat et financée par une taxe de 3% sur les importations. Cette proposition figurait déjà dans le programme de Jean-Marie Le Pen en 2007.

Autre mesure avancée : l'affectation de 15% des résultats nets

des 50 plus fortes capitalisations boursières françaises à une réserve spéciale de réindustrialisation. Ces sommes seraient mises à la disposition d'un fonds d'investissement stratégique pendant cinq ans. A l'issue de cette période, elles seraient restituées.

Surtout, M^{me} Le Pen a mis l'accent sur les priorités qu'elle adopterait si elle était élue présidente de la République. Les plus gros postes budgétaires seraient la justice (8,5 milliards d'euros en cinq ans), la famille, avec l'instauration d'un revenu parental (en tout, 32 milliards), le soutien au pouvoir d'achat (64,6 milliards), ainsi que l'emploi, l'artisanat et la réindustrialisation (35,4 milliards). ■

A. ME

Coût de l'immigration, l'impossible chiffrage

Pour les économistes, l'impact des migrations serait plutôt faible

L'ENTREPRISE de chiffrage du coût de l'immigration dans laquelle s'est lancée Marine Le Pen, jeudi 12 janvier, est difficile à évaluer en soi. Depuis longtemps, les chercheurs du monde entier se penchent sur cette question mais, contrairement à ce que suggère la lecture de programme de la présidente du FN, aucun n'a réussi à trancher le débat du rapport « coût-bénéfice » des migrations.

En retenant le chiffre de 40 milliards d'euros d'économies potentielles en cas de réduction drastique des flux migratoires, M^{me} Le Pen se situe dans la fourchette la plus haute des évaluations sur le sujet. Tous les économistes sérieux qui ont travaillé la problématique sont plutôt arrivés à la conclusion que l'immigration avait soit un impact « légèrement

positif » sur le budget des Etats, soit « légèrement négatif ».

L'impact que peuvent avoir les immigrés sur certaines dépenses sociales comme les allocations chômage – les études montrent qu'ils sont plus exposés à l'inactivité que les natifs – est généralement compensé par leur plus faible poids sur le système des retraites, par exemple. Leur espérance de vie est souvent plus faible et leurs carrières plus précaires.

Sur le fond, beaucoup de mesures d'économies proposées par M^{me} Le Pen sont par ailleurs impossibles à mettre en œuvre pour des raisons juridiques et constitutionnelles, en l'état. C'est le cas, par exemple, de « l'expulsion systématique de tout clandestin » (5,5 milliards d'économies supposées) ou la « suppression du regroupement

familial » (2,5 milliards), régies par les conventions internationales sur les droits de l'homme.

De même, des dispositions proposées par le FN pourraient exposer la France à des mesures de rétorsion diplomatiques et économiques. C'est le cas de la « remise en cause des accords de Schengen » ou la « suppression des aides au développement » aux pays qui ne « coopèrent pas en matière d'immigration ».

De façon plus générale, le chiffrage de M^{me} Le Pen ne prend pas en compte l'impact positif de l'immigration, décrit par les économistes, sur le « taux de croissance potentielle ». Celui-ci se définit comme le produit de la variation de la population active par les gains de productivité. ■

ELISE VINCENT

La sortie de l'euro alourdirait encore la dette

Le programme européen du FN isolerait la France face à ses partenaires

Bruxelles
Bureau européen

La sortie de l'euro et la refonte de l'Union européenne prônées par Marine Le Pen constitueraient un double chantier difficile, voire quasi impossible, à mettre en œuvre sans isoler la France vis-à-vis de ses partenaires, et porter un coup peut-être fatal à la monnaie unique. Si rien n'interdit en principe à un Etat de quitter l'euro, rien n'est prévu non plus pour organiser un tel choix. Et les conséquences seraient incalculables à la fois pour la France, et pour toute l'union monétaire, dont elle constitue, avec l'Allemagne, l'un des piliers fondateurs.

Reclamée par la candidate du FN, la fin de la participation française aux plans d'aide aux pays en

grande difficulté – la Grèce, l'Irlande et le Portugal – risque ainsi d'aggraver encore la crise de la zone euro, sans forcément épargner la France. Pour la présidente du FN, revenir au franc entraînerait une dépréciation de la nouvelle monnaie par rapport à l'euro et, selon les chiffres qu'elle cite, celle-ci est estimée à 9,4% et entraînerait un renchérissement de 107 milliards d'euros du montant de la dette publique due aux créanciers étrangers sur sept ans. La plupart des économistes considèrent plutôt que la dévaluation serait bien supérieure à 20%, et plomberait encore l'endettement de la France, tout en rognant la fortune des Français.

Bon nombre des mesures défendues par Marine Le Pen sont, quoiqu'il arrive, impossibles à mettre en œuvre sans un bras de fer incer-

tain avec les partenaires européens. La taxe de 3% imaginée par la candidate sur les importations contrevient aux principes de base de l'union douanière mise en place en Europe : une telle taxe est imaginaire aux frontières de l'UE, mais pas entre les pays membres.

La monétisation de la dette publique, qui verrait la Banque de France faire marcher la planche à billets pour prêter à l'Etat à hauteur de 100 milliards d'euros par an, n'est pas possible en vertu des traités actuels. Selon ses détracteurs, la mesure risque de générer de l'inflation. Elle susciterait aussi une réaction immédiate de Bruxelles, qui croise déjà le fer avec la Hongrie, un pays non membre de la zone euro, au sujet de l'indépendance de sa banque centrale. ■

PHILIPPE RICARD